

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2015

Chiffres clés consolidés	2
Faits marguants	
Rapport d'activité	
Etats financiers consolidés semestriels	
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	

Chiffres clés consolidés

Au 1^{er} semestre 2015, les chiffres-clés du groupe Casino ont été les suivants :

Activités poursuivies (en millions d'euros)	S1 2014 retraité ⁽¹⁾	S1 2015	Variation (%)
Chiffre d'affaires consolidé HT	23 248	23 668	+1,8%
Marge commerciale	5 722	5 670	-0,9%
EBITDA ⁽²⁾	1 289	994	-23,0%
Résultat opérationnel courant (ROC)	817	521	-36,2%
Autres produits et charges opérationnels	(174)	74	ns
Résultat financier, dont :	(279)	(402)	-44,0%
Coût de l'endettement financier net	(311)	(255)	+18,1%
Autres produits et charges financiers	32	(148)	ns
Résultat avant impôt	363	193	-46,9%
Produit / (Charge) d'impôt	(127)	27	ns
Quote-part de résultats des sociétés mises en équivalence	30	37	+22,7%
Résultat net des activités poursuivies, dont :	266	257	-3,4%
Part du Groupe	35	75	+113,5%
Intérêts minoritaires	231	182	-21,2%
Résultat net de l'ensemble consolidé, dont :	266	261	-2,0%
Part du Groupe	35	79	+124,3%
Intérêts minoritaires	231	182	-21,2%
Résultat net normalisé, Part du Groupe ⁽³⁾	136	63	-53,2%

⁽¹⁾ Les commentaires du Rapport Financier semestriel sont réalisés en comparant SI 2015 aux chiffres SI 2014 retraités de l'impact de l'application

rétrospective de l'interprétation IFRIC 21.

(2) EBITDA = ROC + dotations nettes aux amortissements opérationnels courants

(3) Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d'impôts non récurrents (cf. annexe).

Faits marquants

- Le 6 janvier 2015, Géant Casino a annoncé le lancement des « Prix Ronds » (en alimentaire et nonalimentaire). Dans le secteur du non-alimentaire, Géant Casino révolutionne son offre et marque les esprits avec des prix bas, facilement lisibles, sur 10 000 produits qui se renouvellent au fil des saisons. En parallèle, les assortiments ont été recentrés et massifiés sur les meilleures ventes, simplifiant l'offre pour les clients.
- Le 9 janvier 2015, Leader Price a inauguré son $1001^{\text{ème}}$ magasin et a annoncé le lancement du nouveau concept Leader Price Express qui correspond à la fois à la demande de proximité et de discount à prix bas. Leader Price Express étoffe le réseau commercial existant de Leader Price et renforce son ancrage dans le commerce local. Au 31 décembre 2014, Leader Price Express comptait 240 points de vente en France.
- Le **14 janvier 2015**, Géant Casino a annoncé le lancement de la marque propre Finlandek dans l'univers de la maison. Finlandek a été créée en 2011 par Exito, la filiale colombienne du groupe Casino. Il s'agit d'une marque propre à l'identité forte, définie par une proposition de qualité et de prix accessibles dans l'univers de la maison. Unique en hypermarché, chaque collection est renouvelée constamment et propose un choix de modèles exclusifs, vendus dans une fourchette de prix comprise entre 1,5 euro et 80 euros maximum.
- Le **20 janvier 2015**, Cnova a annoncé l'ouverture du site Cdiscount au Panama (cdiscount.com.pa), poursuivant ainsi son internationalisation après les ouvertures de ses sites au Brésil, en Thaïlande, au Vietnam, en Colombie, en Equateur, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Cameroun et en Belgique.
- Le 4 mai 2015, le groupe Casino a signé une promesse unilatérale d'achat avec le groupe Gastronome (groupe Terrena) pour l'acquisition de sa filiale Gastronome-Luché, qui exploite un site à Luché-Pringé, dans la Sarthe. Il est prévu la reprise de l'intégralité des 159 emplois. Cette opération permettrait au groupe Casino d'intégrer une filière volaille de produits de grande qualité et de maîtriser toute la chaîne d'approvisionnement.
- Le 12 juin 2015, Géant Casino a annoncé pour la rentrée 2015 un programme ambitieux de rénovations de ses façades avec l'implantation de nouveaux concepts, et le déploiement de synergies avec les autres filiales du Groupe (notamment Cdiscount sur le multi-canal et Éxito sur le textile et la maison). Géant Casino présentera à ses clients une nouvelle identité visuelle, des concepts commerciaux modernisés et des marques propres dynamiques.
- Le **30 juin 2015**, Starbucks Coffee Company et Casino Restauration (filiale du groupe Casino) ont signé un contrat de partenariat de licence. Ce contrat prévoit l'ouverture de salons de café Starbucks au sein des hypermarchés Géant Casino et Supermarchés Casino à travers toute la France.

Rapport d'activité

Les commentaires du Rapport d'activité semestriel sont réalisés en comparaison aux chiffres S1 2014 retraités de l'impact de l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21. Les évolutions en organique et en comparable sont hors effets essence et calendaire.

- Les comptes du S1 2015 sont impactés par les effets suivants :
 - Principales variations du périmètre de consolidation et effets associés :
 - o Consolidation en intégration globale de Super Inter à partir du 16 octobre 2014
 - o Consolidation en intégration globale de Disco à compter du 1^{er} janvier 2015
 - **Effets de change :** dépréciation des monnaies d'Amérique Latine et appréciation de celles des pays d'Asie du Sud Est
- Au 1^{er} semestre 2015, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en hausse de +1,8%. Les variations de périmètre contribuent positivement à hauteur de +1,7% (hors essence qui compte pour -0,3%). Les variations de changes ont un effet négatif de -0,6%. Le semestre est caractérisé :
 - En France, par un retour à la croissance organique au 2^{ème} trimestre 2015 avec notamment la confirmation du redressement des deux enseignes ayant fait l'objet d'un fort repositionnement tarifaire:
 - O Ventes de Géant⁽¹⁾ à magasins comparables en croissance de +2,0% au T2
 - o Gains de parts de marché pour Leader Price (+0,2pt sur la dernière période Kantar) et ventes comparables proches de l'équilibre
 - A l'international, par :
 - Une bonne performance des activités de distribution alimentaire, notamment en Amérique Latine
 - O Une dégradation des ventes de Via Varejo dans un contexte de ralentissement macroéconomique et d'effet de base lié à la Coupe du monde (prenant fin en juillet 2015); l'enseigne poursuit ses gains de parts de marché (+0,7pt⁽²⁾)
 - Par une croissance continue de l'activité du E-commerce, avec une progression de +26,8% du volume d'affaires (GMV) à taux de change constant au S1 2015 grâce au développement des marketplaces
- La croissance des ventes en organique s'élève à +1,2% sur le semestre :
 - En France, la croissance des activités de distribution alimentaire s'établit à -0,4% en organique, dont +0,4% au T2 2015. Chez Géant, le trafic et les volumes sont en progression continue sur le semestre. Quant à Leader Price, le trafic et les volumes sont en croissance depuis le 2ème trimestre.
 - A l'international :
 - o Les ventes des activités de distribution alimentaire en Amérique Latine affichent une bonne croissance organique à +6,1% au S1 2015, tirée par l'ensemble des filiales
 - Les ventes de Via Varejo s'inscrivent en retrait à -11,6% en organique compte tenu de la forte contraction des activités au 2^{ème} trimestre
 - o La croissance organique de l'Asie s'établit à +1,0% sur le semestre
 - La croissance organique de l'activité E-commerce est très élevée sur le S1 2015 à +16,5%.

⁽¹⁾Hors activités essentiellement de la société Codim (4 hypermarchés) en Corse

⁽²⁾ Instituts et panélistes indépendants

- Le résultat opérationnel courant est en repli sous l'effet des baisses de prix passées en France, du ralentissement économique au Brésil et des investissements de développement de Cnova.
 - En France, le ROC s'inscrit en repli par rapport au S1 2014. Les baisses de prix réalisées en 2013 et 2014, essentiellement chez Géant et Leader Price, impactent encore significativement les marges commerciales de ces enseignes. Cet effet s'estompera au S2 2015. Les supermarchés et les enseignes de proximité réalisent une performance proche de celle de l'exercice précédent.
 - Le ROC du Latam Retail s'inscrit à -7,8% à TCC :
 - O Au Brésil, l'inflation rapide des coûts (énergie, salaires) pèse sur la marge du 1^{er} semestre. Des plans d'efficacité opérationnelle ont été lancés pour compenser cet effet sur la deuxième partie de l'année.
 - o Les autres filiales d'Amérique Latine (Colombie, Uruguay et Argentine) maintiennent des niveaux de marges satisfaisants.
 - Le ROC du Latam Electronics est en baisse de -27,0% à TCC, impacté par la forte contraction de l'activité à partir du 2^{ème} trimestre.
 - L'Asie affiche une augmentation de son ROC de +6,4% à TCC. L'effet de change est favorable sur l'exercice.
 - o En Thaïlande, le semestre est marqué par une bonne maîtrise opérationnelle et une très bonne performance des galeries commerciales.
 - o Au Vietnam, Big C poursuit une croissance rentable.
 - Le ROC du segment E-commerce est en baisse sous l'impact des investissements nécessaires à la croissance de Cnova (infrastructure, logistique, etc.) réalisés durant le semestre.
- La marge opérationnelle courante est en retrait à 2,2% (-131bp au total). En comparaison des chiffres S1 2014 retraités :
 - La marge opérationnelle courante du segment France Retail est en recul à -0,6%
 - La marge opérationnelle courante du segment Latam Retail est en retrait à 3,8%
 - La marge opérationnelle courante du segment Latam Electronics est en repli à 6,5%
 - La marge opérationnelle courante du segment Asie est en amélioration à 6,7%
 - La marge opérationnelle courante du segment E-Commerce est en baisse à -3,2%

FRANCE RETAIL

en millions d'euros S1 2014 retraité		S1 2015
Chiffre d'affaires HT	9 248	9 136
EBITDA	326	146
Résultat opérationnel courant	106	(53)
Marge opérationnelle courante	1,2%	-0,6%

Le chiffre d'affaires des activités de distribution alimentaire en France s'élève à 9 136 millions d'euros au S1 2015 contre 9 248 millions d'euros au S1 2014. En organique, les ventes s'inscrivent à -0,4% avec un retour à la croissance organique au T2 2015 (+0,4%).

Le ROC France Retail s'établit à -53 millions d'euros, en repli par rapport au S1 2014 sous l'effet des baisses de prix passées réalisées essentiellement chez Géant et Leader Price et qui impactent les marges commerciales de ces enseignes. Cet effet s'estompera au S2 2015. Les autres enseignes réalisent une performance proche de celle de l'exercice précédent.

La marge opérationnelle courante des activités de distribution alimentaire en France s'établit à -0,6% sur le semestre.

Par format, on notera les points suivants sur le semestre :

- Chez **Géant**⁽¹⁾, le semestre est marqué par un retour à la croissance avec un chiffre d'affaires en croissance organique de +0,3%. L'enseigne affiche des ventes comparables en croissance de +2,0% au T2 2015 malgré l'effet report des baisses de prix réalisées en 2014. Le trafic et les volumes sont en progression continue sur le semestre. Par ailleurs, l'enseigne a initié au T2 2015 un programme de rénovations de magasins accompagné de nombreuses opérations commerciales contribuant au renforcement de l'assortiment et à une meilleure expérience en magasins.
- Les ventes totales de **Leader Price** progressent de +2,2% au total sur le semestre. Les ventes comparables sont proches de l'équilibre au T2 2015 (-0,9%), soutenues par la croissance du trafic et des volumes. Leader Price a lancé un plan d'excellence commerciale permettant une bonne croissance du trafic en juillet. L'enseigne gagne des parts de marché en cumul annuel dont +0,2pt sur la dernière période Kantar. La croissance organique s'inscrit à +2,5% avec un fort développement du parc de magasins (1 225 au total y compris Leader Price Express et franchisés à fin juin 2015).
- Monoprix affiche de bonnes performances avec des ventes en croissance organique de +1,6%, tirées par le très bon niveau d'expansion (27 ouvertures de magasins au S1 2015). Les ventes comparables sont en croissance sur l'ensemble du semestre. Les volumes et le trafic sont en progression au T2 2015. L'enseigne continue le développement accéléré des formats porteurs, Monop' et Naturalia. Naturalia a inauguré son 100ème magasin fin mai.
- Les **Supermarchés Casino** affichent un chiffre d'affaires en retrait de -3,3% en organique, impacté par l'effet résiduel des baisses de prix. Le trafic s'améliore au T2 2015. L'enseigne continue à renforcer l'attractivité de ses magasins, en développant son offre et en renforçant son programme de fidélité.
- Franprix affiche une amélioration des ventes comparables sous l'effet du redressement de son trafic. L'enseigne a lancé le nouveau concept « Mandarine » qui devrait permettre la poursuite de l'amélioration des ventes sur les prochains trimestres. Le programme de cessions de magasins à la demande de l'Autorité de la concurrence prend fin au 30 juin 2015.
- La **Proximité** affiche des ventes en croissance de +2,5% en organique. Les ventes comparables progressent sur l'ensemble du semestre (+7,5% au T2 après +5,4% au T1 2015), tirées par une croissance du trafic et des volumes. Les nouveaux concepts continuent à être déployés. Les magasins intégrés poursuivent leurs travaux de rénovation et l'expansion reste dynamique en franchise grâce à l'attractivité des enseignes.

⁽¹⁾ Hors activité essentiellement de la société Codim (4 hypermarchés) en Corse

LATAM RETAIL

en millions d'euros S1 2014 retraité		S1 2015
Chiffre d'affaires HT	7 305	7 803
EBITDA	495	459
Marge d'EBITDA	6,8%	5,9%
Résultat opérationnel courant	337	299
Marge opérationnelle courante	4,6%	3,8%

Le chiffre d'affaires du segment Latam Retail s'établit à 7 803 millions d'euros au S1 2015, en hausse de +6,8%.

Les ventes des enseignes alimentaires de GPA au Brésil progressent avec une croissance organique toujours élevée (+7,2% sur le semestre), un trafic en amélioration et des volumes stables au 2^{ème} trimestre. GPA a lancé un programme de rénovations de ses hypermarchés et supermarchés au 2^{ème} trimestre. Le Groupe poursuit par ailleurs l'expansion sur les formats porteurs en alimentaire comme Assaí.

Les ventes d'Exito enregistrent une bonne croissance en organique sur le semestre (+1,4%), soutenue par les formats premium et discount. Le trafic progresse en Colombie, et la performance est toujours bonne en Uruguay. Le Groupe poursuit son expansion ainsi que son développement immobilier.

L'EBITDA du Latam Retail s'élève à 459 millions d'euros. La marge d'EBITDA de GPA Food s'inscrit à 5,7% sur le semestre et celle d'Exito à 6,4%.

Le ROC du Latam Retail est en retrait de -7,8% à TCC. Au Brésil, l'inflation rapide des coûts (énergie, salaires) pèse sur la marge du 1^{er} semestre. Des plans d'efficacité opérationnelle ont été lancés pour compenser cet effet sur la deuxième partie de l'année. Les autres filiales d'Amérique Latine (Colombie, Uruguay et Argentine) maintiennent des niveaux de marges satisfaisants.

LATAM ELECTRONICS

en millions d'euros	S1 2014 retraité	S1 2015
Cliff a 12 off in a HT	2.455	2.024
Chiffre d'affaires HT	3 477	2 924
EBITDA	304	226
Marge d'EBITDA	8,7%	7,7%
Résultat opérationnel courant	276	191
Marge opérationnelle courante	7,9%	6,5%

Le chiffre d'affaires du segment Latam Electronics s'élève à 2 924 millions d'euros au S1 2015. Les ventes de Via Varejo au 2^{ème} trimestre sont fortement impactées par la récession au Brésil et par l'effet de base de la Coupe du monde en 2014 qui prend fin en juillet 2015. Dans ce contexte, l'enseigne continue à gagner des parts de marché (+0,7pt en cumul à fin mai 2015⁽¹⁾).

Le ROC du segment Latam Electronics est en baisse de -27,0% à TCC sous l'effet d'une forte contraction de l'activité à partir du 2^{ème} trimestre. Via Varejo a mis en œuvre des plans d'actions significatifs pour optimiser son réseau de magasins et privilégier les familles de produits les plus performantes, ainsi que pour réduire ses coûts en magasin et dans ses structures.

Pour mémoire, l'intérêt économique du Groupe dans la société Via Varejo est de 17,9%.

⁽¹⁾ Panélistes et instituts indépendants

ASIE

en millions d'euros	S1 2014 retraité	S1 2015
C1 : 00 1 10 00 : TTT		
Chiffre d'affaires HT	1 692	2 076
EBITDA	159	198
Marge d'EBITDA	9,4%	9,5%
Résultat opérationnel courant	107	138
Marge opérationnelle courante	6,3%	6,7%

Le chiffre d'affaires du segment Asie s'établit à 2 076 millions d'euros contre 1 692 millions d'euros au S1 2014, en forte croissance de +22,6%, tirée par les effets de change favorable. En Thaïlande, les performances opérationnelles restent satisfaisantes avec une progression des volumes et une bonne tenue du trafic au T2 2015. Au Vietnam, le chiffre d'affaires de Big C croît de +26,4% à 312 millions d'euros ; l'enseigne poursuit l'expansion tant en magasins (une ouverture de magasin au S1 2015 et 4 ouvertures attendues au S2 2015) qu'en galeries commerciales.

L'EBITDA de l'Asie s'élève à 198 millions d'euros au 1^{er} semestre 2015. La marge d'EBITDA de Big C Thaïlande s'inscrit à 9,8%, soit une amélioration de +11bp.

Le **ROC** de l'Asie progresse de +6,4% à TCC. En Thaïlande, le semestre est marqué par une bonne maitrise opérationnelle et une très bonne performance des galeries commerciales. Au Vietnam, Big C poursuit une croissance rentable.

E-COMMERCE (CNOVA)

en millions d'euros	s d'euros S1 2014 retraité	
Volume d'affaires (GMV)	1 941	2 400
Marge commerciale hors nouveaux pays	135	157
Frais d'exploitation hors nouveaux pays	(139)	(199)
EBITDA hors nouveaux pays	11	(23)
Résultat opérationnel courant hors nouveaux pays	(4)	(42)

Le volume d'affaires (GMV) du E-commerce s'établit à 2 400 millions d'euros, en très forte hausse de +26,8% à taux de change constant grâce au développement des sites et de la progression des marketplaces.

Hors lancement de nouveaux sites internationaux, la **marge commerciale** progresse entre le T1 et le T2 2015. **L'EBITDA** et **le ROC** sont en amélioration séquentielle durant le semestre. Les frais d'exploitation (logistique, marketing, IT, etc.) sont en hausse par rapport au S1 2014 du fait des investissements de développement.

Commentaires sur les comptes consolidés du Groupe

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »). Les principes comptables retenus pour l'élaboration de ces états financiers sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2014 à l'exception des changements comptables liés aux nouveaux textes applicables à compter du 1er janvier 2015. Ces nouveaux textes n'ont pas d'incidence matérielle sur les états financiers consolidés annuels du Groupe ni sur les états financiers consolidés semestriels.

Par ailleurs, le Groupe avait appliqué par anticipation l'interprétation IFRIC 21 – Droits ou taxes dans ses états financiers consolidés annuels clos le 31 décembre 2014. Les impacts sur les états financiers semestriels 2014 du Groupe sont présentés dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires HT consolidé du S1 2015 s'élève à 23 668 millions d'euros, contre 23 248 millions d'euros au S1 2014, soit une hausse de +1,8%.

L'impact des variations de périmètre sur le chiffre d'affaires est positif de +1,7%. L'impact du change a été légèrement défavorable de -0,6%.

L'examen détaillé de l'évolution du chiffre d'affaires a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité de chacun des 5 segments du Groupe.

Résultat opérationnel courant (ROC)

Le résultat opérationnel courant au S1 2015 s'élève à 521 millions d'euros, en baisse de -36,2% par rapport à 2014

Les variations de périmètre ont eu un impact de +0.1% et les variations de change de +0.4%.

Retraité de ces effets, le résultat opérationnel courant est en retrait de -36,8% en organique.

L'examen détaillé de l'évolution du résultat opérationnel courant a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité de chacun des 5 segments du Groupe.

Résultat opérationnel

Les **autres produits et charges opérationnels** font apparaître un produit net de 74 millions d'euros au S1 2015 contre une charge nette de 174 millions d'euros au S1 2014.

Le produit net de 74 millions d'euros au S1 2015 concerne principalement :

- des provisions et charges pour restructuration pour 138 millions d'euros dont 39 millions d'euros au Brésil
- des provisions et charges pour taxes, risques et litiges pour une reprise de provisions de 9 millions d'euros, concernant essentiellement GPA au Brésil (11 millions d'euros)
- des produits nets liés à des opérations de périmètre pour 215 millions d'euros dont 262 millions d'euros liés à la réévaluation de la quote-part de Disco du fait de sa consolidation par intégration globale

La charge nette de 174 millions d'euros au S1 2014 comprenait principalement :

- des provisions et charges pour restructuration pour 72 millions d'euros dont 18 millions d'euros au Brésil
- des provisions et charges pour risques et litiges pour 36 millions d'euros, concernant essentiellement le Brésil (20 millions d'euros),
- des charges nettes liées à des opérations de périmètre pour 52 millions d'euros dont le Brésil à hauteur de 18 millions d'euros.

Après impact des autres produits et charges opérationnels, **le résultat opérationnel** s'établit à 595 millions d'euros au S1 2015 contre 643 millions d'euros au S1 2014.

Résultat financier et Résultat avant impôt

Le **Résultat financier** de la période fait apparaître une charge nette de 402 millions d'euros (contre une charge nette de 279 millions d'euros au S1 2014) qui est composée :

- du coût de l'endettement financier net de 255 millions d'euros, en amélioration de 18,1% par rapport au S1 2014 (311 millions d'euros)
- des autres produits et charges financiers pour une charge nette de 148 millions d'euros (contre un produit net de 32 millions d'euros au S1 2014)

Le **Résultat avant impôt** s'élève à 193 millions d'euros au S1 2015 (contre 363 millions d'euros au S1 2014).

Résultat Net Part du Groupe

Sur le semestre, le Groupe constate un **produit d'impôt** à hauteur de 27 millions d'euros contre une charge d'impôt de 127 millions d'euros au S1 2014. Après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, la charge d'impôt normalisée s'élève à 83 millions d'euros (contre 157 millions d'euros au S1 2014).

Le **Résultat des sociétés mises en équivalence** s'inscrit à 37 millions d'euros (contre 30 millions d'euros au S1 2014).

Les **intérêts minoritaires** s'établissent à 182 millions d'euros contre 231 millions d'euros à la même période en 2014. Après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, les intérêts minoritaires normalisés s'établissent à 189 millions d'euros contre 258 millions d'euros au S1 2014.

Le **Résultat Net normalisé Part du Groupe** des activités poursuivies ressort à 63 millions d'euros, en retrait sous l'effet principalement des baisses de prix passées en France et du ralentissement au Brésil. Le **Résultat Net des activités poursuivies Part du Groupe** atteint 75 millions d'euros, en progression par rapport au S1 2014 (35 millions d'euros). Les retraitements du Résultat Net qui permettent d'établir le Résultat Net normalisé figurent en annexe.

Le **Résultat Net Part du Groupe de l'ensemble consolidé** s'inscrit à 79 millions d'euros (contre 35 millions d'euros en 2014).

Situation financière

La **dette financière nette** au 30 juin 2015 s'établit à 8 512 millions d'euros contre 7 836 millions d'euros au 30 juin 2014. La progression de la dette sur un an glissant s'explique à hauteur de :

- 264 millions d'euros par des écarts de conversion (liés à la baisse du réal brésilien et à l'appréciation du bath thaïlandais) des actifs de trésorerie au Brésil et des dettes en Thaïlande
- 205 millions d'euros par les acquisitions réalisées par Exito (essentiellement Super Inter
- 247 millions d'euros par la variation du BFR de Via Varejo

Les **capitaux propres** du Groupe s'élèvent à 14 813 millions d'euros, contre 15 812 millions d'euros au 30 juin 2014 et 15 608 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Perspectives et conclusions

Au second semestre 2015, le Groupe poursuivra le déploiement de ses priorités stratégiques :

- En France, retour à la croissance et amélioration de la rentabilité
- Au Brésil, renforcement des plans d'action
- Maintien des bonnes performances d'Exito et de Big C
- Poursuite de la forte croissance de Cnova

Evènements postérieurs à la clôture

Le **30 juillet 2015**, Casino a annoncé une nouvelle organisation de ses activités en Amérique Latine à travers l'acquisition par Exito de 50% des actions avec droit de vote détenues par le Groupe dans GPA (soit environ 18,8% du capital) et de 100% des actions de Libertad en Argentine pour un montant total de 1,7 milliard d'euros. Le groupe Casino, qui détient 54,8% du capital d'Exito, continuera de consolider par intégration globale ses filiales Exito, GPA et Libertad. Exito financera l'opération par l'utilisation d'une partie de sa trésorerie excédentaire et d'un endettement complémentaire. La conclusion de l'opération est attendue pour la fin août 2015. Elle est conditionnée par l'approbation de l'Assemblée générale d'Éxito, qui se tiendra le 18 août 2015.

Annexe: Passage du résultat net publié au résultat net normalisé *

* Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels tels que définis dans la partie "Principes comptables" de l'annexe annuelle aux comptes consolidés et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d'impôts non récurrents.

Les éléments financiers non récurrents regroupent certains instruments financiers constatés en résultat dont la juste valeur peut être très volatile. À titre d'exemple, les variations de juste valeur des instruments financiers non qualifiés de couverture et des dérivés indexés sur le cours d'actions cotées du Groupe sont ainsi retraitées du résultat net normalisé.

Les produits et charges d'impôts non récurrents correspondent aux effets d'impôt directement liés aux retraitements précédents ainsi que les effets directs d'impôt non récurrents. Ainsi la charge d'impôt rapportée au résultat normalisé avant impôt correspond au taux d'impôt moyen normatif du Groupe. Cet agrégat permet de mesurer l'évolution du résultat récurrent des activités.

en millions d'euros	S1 2014 retraité	Eléments retraités	S1 2014 normalisé	S1 2015 publié	Eléments retraités	S1 2015 normalisé
Résultat opérationnel courant	817	0	817	521	0	521
Autres charges et produits opérationnels	(174)	174	0	74	(74)	0
Résultat opérationnel	643	174	817	595	(74)	521
Coût de l'endettement financier net	(311)	0	(311)	(255)	0	(255)
Autres produits et charges financiers ⁽¹⁾	32	(17)	15	(148)	179	31
Charge d'impôt ⁽²⁾	(127)	(30)	(157)	27	(110)	(83)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	30	0	30	37	0	37
Résultat net des activités poursuivies	266	128	394	257	(5)	252
dont intérêts minoritaires ⁽³⁾	231	27	258	182	7	189
dont part du Groupe	35	100	136	75	(12)	63

⁽¹⁾ Sont retraitées des autres produits et charges financiers, principalement les effets d'actualisation monétaire des passifs fiscaux au Brésil (-13 M€ en 2014 et -8 M€ en 2015), ainsi que les variations de juste valeur des Total Return Swaps portant sur les actions GPA, Big C, des forwards et calls GPA (+28 M€ en 2014 et -171 M€ en 2015).

(2) Sont retraités de la charge d'impôt, les effets d'impôt correspondants aux éléments retraités ci-dessus, ainsi que les produits et charges d'impôts non

⁽³⁾ Sont retraités des intérêts ne donnant pas le contrôle les montants associés aux éléments retraités ci-dessus.



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS 2015

Table des matières

États fina	nciers consolidés résumés	16
COMPTE	DE RESULTAT CONSOLIDE	16
ETAT DL	J RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	17
ETAT DE	LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	18
ETAT DE	S FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	19
ETAT DE	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	20
Note 1	Principes comptables généraux	21
1.1	Référentiel	21
1.2	Base de préparation et de présentation des comptes consolidés	22
1.2.1	Bases d'évaluation	22
1.2.2	Recours à des estimations et au jugement	22
1.3	Retraitement de l'information comparative	23
Note 2	Faits marquants	24
2.1	Evolution du périmètre de consolidation	24
Note 3	Périmètre de consolidation	24
3.1	Opérations de périmètre du 1 ^{er} semestre 2015	24
3.1.1	Prise de contrôle de la société uruguayenne Disco	24
3.1.2	Exercice d'une option d'achat portant sur des magasins Super Inter	25
3.1.3	Prise de contrôle des sociétés Europrice et Leader Centre Gestion	25
3.1.4	Accord d'échange d'actifs entre Exito et Cafam	26
3.1.5	Acquisition des intérêts ne donnant pas le contrôle de la société Lanin	26
3.2	Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	27
3.2.1	Variation des participations dans les entreprises associées et les coentreprises	27
3.2.2	Quote-part des passifs éventuels dans les entreprises associées et les coentreprises	28
3.2.3	Transactions avec les parties liées (entreprises associées et coentreprises)	28
3.3	Engagements hors bilan liés au périmètre de consolidation	28
Note 4	Complément d'information lié au tableau de flux de trésorerie	29
4.1	Variation du BFR liée à l'activité	29
4.2	Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle	29
4.3	Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle	29
Note 5	Information sectorielle	30
5.1	Indicateurs clés par secteur opérationnel	30
5.2	Indicateurs clés par zone géographique	30
Note 6	Données liées à l'activité	31
6.1	Saisonnalité de l'activité	31
6.2	Nature de charges par fonction	31
6.3	Autres produits et charges opérationnels	31
Note 7	Impôts	32
Note 8	Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles, et immeubles de placement	33
Note 9	Structure financière et coûts financiers	33
9.1	Trésorerie nette	33
9.2	Emprunts et dettes financières	34
9.2.1	Composition	34
9.2.2	Variation des dettes financières	34
9.3	Résultat financier	35

9.3.1	Coût de l'endettement financier net	35
9.3.2	Autres produits et charges financiers	35
9.4	Juste valeur des instruments financiers	35
Note 10	Capitaux propres	36
10.1	Eléments sur capital social	36
10.2	Détail des intérêts ne donnant pas le contrôle	36
10.3	Distributions de dividendes	36
Note 11	Provisions	37
11.1	Décomposition et variations	37
11.2	Passifs éventuels	37
Note 12	Parties liées	38
Note 13	Evènements postérieurs à la clôture	38

États financiers consolidés résumés

Les tableaux suivants comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous totaux affichés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2015 et 2014

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2015 et 2014			
en millions d'euros	notes	30 juin 2015	30 juin 2014 ^(*)
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5	23 668	23 248
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(17 998)	(17 525)
Marge commerciale		5 670	5 722
Autres revenus		253	187
Coûts des ventes	6.2	(4 597)	(4 312)
Frais généraux et administratifs	6.2	(805)	(781)
Résultat opérationnel courant	5.1	521	817
Exprimé en % du CA HT		2,2%	3,5%
Autres produits opérationnels	6.3	378	98
Autres charges opérationnelles	6.3	(304)	(273)
Résultat opérationnel		595	643
Exprimé en % du CA HT		2,5%	2,8%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		103	92
Coût de l'endettement financier brut		(357)	(403)
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	(255)	(311)
Autres produits financiers	9.3.2	115	93
Autres charges financières	9.3.2	(263)	(62)
Résultat avant impôt		193	363
Exprimé en % du CA HT		0,8%	1,6%
Charge d'impôt	7	27	(127)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	3.2.1	37	30
Résultat net des activités poursuivies		257	266
Exprimé en % du CA HT		1,1%	1,1%
dont, part du Groupe		75	35
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle	10.2	182	231
ACTIVITES ABANDONNEES			
Résultat net des activités abandonnées		4	-
dont, part du Groupe		4	-
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		-	-
ENSEMBLE CONSOLIDE			
Résultat net de l'ensemble consolidé		261	266
dont, part du Groupe		79	35
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		182	231

Résultat par action

en euros	30 juin 2015	30 juin 2014 ^(*)
Des activités poursuivies, part du Groupe		
de base	0,27	0,08
Dilué ^(**)	0,15	(0,10)
De l'ensemble consolidé, part du Groupe		
de base	0,30	0,08
Dilué ^(**)	0,19	(0,10)

C) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 (note 1.3)

(**) Conformément à IAS 33, le calcul du BNPA dilué prend en compte l'effet dilutif maximum lié aux ORA Monoprix émises le 27

^(**) Conformément à IAS 33, le calcul du BNPA dilué prend en compte l'effet dilutif maximum lié aux ORA Monoprix émises le 27 décembre 2013. Le Groupe disposant d'une option d'achat sur ces ORA, cette dilution maximale représentant 0,12 euro par action serait ramenée à 0 en cas d'exercice de cette option

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2015 et 2014

en millions d'euros	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2014 ^(*)
Résultat net de l'ensemble consolidé	261	266
Eléments recyclables ultérieurement en résultat	(646)	812
Couvertures de flux de trésorerie	6	7
Ecarts de conversion (**)	(640)	806
Actifs financiers disponibles à la vente	-	(1)
Quote-part des entreprises associées et des coentreprises dans les éléments recyclables	(10)	2
Effets d'impôt	(2)	(2)
Eléments non recyclables en résultat	1	(2)
Ecarts actuariels	2	(3)
Effets d'impôt	(1)	1
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt	(645)	810
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période, nets d'impôt	(384)	1 076
Dont part du Groupe	(168)	324
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	(217)	752

^(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21

La variation positive du 1er semestre 2014 de 806 millions d'euros résultait principalement de l'appréciation de la monnaie brésilienne pour 731 millions d'euros et de la monnaie colombienne à hauteur de 85 millions d'euros

⁽note 1.3)

(note 1.3)

La variation négative du 1^{er} semestre 2015 de 640 millions d'euros résulte principalement de la dépréciation des monnaies brésilienne et uruguayenne pour respectivement -670 et -40 millions d'euros compensée par l'appréciation de la monnaie thaïlandaise à hauteur de 68 millions d'euros

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2015 et la situation au 31 décembre 2014

ACTIFS			31 décembre
en millions d'euros	notes	30 juin 2015	2014
Goodwill	8	11 303	11 009
Immobilisations incorporelles	8	4 147	4 289
Immobilisations corporelles	8	9 588	9 643
Immeubles de placement	8	740	667
Participations dans les entreprises associées et coentreprises	3.2.1	743	897
Autres actifs non courants		2 148	2 244
Actifs d'impôts différés		544	366
Actifs non courants		29 213	29 115
Stocks		5 333	5 311
Créances clients		1 349	1 513
Autres actifs courants		1 974	1 786
Créances d'impôts courants		161	161
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1	4 176	7 359
Actifs détenus en vue de la vente	0.1	32	36
Acting deterior on vac de la vente		32	30
Actifs courants		13 025	16 165
TOTAL ACTIFS		42 239	45 280
PASSIFS	Notes	30 juin 2015	31 décembre
en millions d'euros	Notes	00 juii 2010	2014
Capital social	10.1	173	173
Primes, titres auto-détenus et autres réserves	10.1	6 960	7 534
Capitaux propres part du Groupe		7 134	7 707
Intérêts ne donnant pas le contrôle	10.2	7 679	7 901
Capitaux propres	10.2	14 813	15 608
Capitaux propres	_	14 013	13 000
Provisions non courantes	11.1	927	1 011
Passifs financiers non courants	9.2.1	8 921	9 223
Autres dettes non courantes	3.2.1	847	745
Passifs d'impôts différés		1 400	1 423
r assiis u iiriputs uiireres		1 400	1 423
Passifs non courants		12 095	12 402
Provisions courantes	11.1	161	169
Dettes fournisseurs		6 902	8 324
Passifs financiers courants	9.2.1	4 281	4 525
Dettes d'impôts exigibles		80	106
Autres dettes courantes		3 906	4 147
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente			-
Passifs courants		45.000	17 270
rassus coulding		15 330	17 270
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		42 239	45 280

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2015 et 2014

en millions d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014 ^(*)
Résultat net de l'ensemble consolidé	261	266
Dotations aux amortissements et aux provisions	450	513
Pertes / (gains) liés aux variations de juste valeur	155	(29)
Charges / (produits) calculés liés aux stocks options et assimilés	5	10
Autres charges / (produits) calculés	13	49
Résultats sur cessions d'actifs	(10)	7
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec prise / perte de contrôle ou de participations ne donnant pas le contrôle	(257)	-
Quote-part de résultat des entreprises associées et coentreprises	(37)	(30)
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises	33	38
Capacité d'Autofinancement (CAF)	613	824
Coût de l'endettement financier net (hors variation de juste valeur)	262	306
Charge d'impôt (y compris différé)	(26)	127
Impôts versés	(109)	(232)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (note 4.1)	(1 836)	(1 575)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(1 096)	(550)
Décaissements liés aux acquisitions :	(1.555)	(55)
 d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement 	(707)	(693)
d'actifs financiers non courants	(18)	(8)
Encaissements liés aux cessions :	()	(0)
d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	30	19
 d'actifs financiers non courants 	5	-
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle (note 4.2)	(121)	(58)
Incidence des variations de périmètre en lien avec des coentreprises et des entreprises associées		· ,
Variation des prêts et avances consentis	4	22
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(807)	(719)
Dividendes versés :	` ';	· /
 aux actionnaires de la société mère (note 10.3) 	(352)	(353)
 aux action names de la societé mère (note 10.5) aux intérêts ne donnant pas le contrôle 	(134)	(80)
aux porteurs de TSSDI (note 10.3)	(42)	(19)
Augmentation et diminution de capital de la société mère	1	4
Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle (note 4.3)	(35)	(344)
Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus	(5)	(4)
Augmentation emprunts et dettes financières	1 625	1 872
Diminution emprunts et dettes financières	(1 806)	(1 023)
Intérêts financiers nets versés	(309)	(387)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(1 056)	(335)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	(187)	216
Variation de trésorerie	(3 146)	(1 388)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture	7 197	5 110
• trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente	-	-
Trésorerie nette d'ouverture présentée au bilan (note 9.1)	7 197	5 110
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture	4 051	3 721
• trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente	-	-
Trésorerie nette de clôture présentée au bilan (note 9.1)	4 051	3 721
() Las comptes entériourement publiée ent été retreitée consécutivement à l'application ré		rarátation IEDIC 2

^(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 (note 1.3)

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En millions d'euros (avant affectation du résultat)	Capital	Réserves liées au capital (1)	Titres auto- détenus	TSSDI	Réserves et résultats consolidés	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres Part du Groupe (2)	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 1 ^{er} janvier 2014	173	4 088	(1)	1 350	2 937	(6)	(31)	(773)	(30)	19	7 726	7 750	15 47
Autres éléments du résultat global au titre de la période	-	-	-	-	-	5	-	287	(2)	(1)	289	521	810
Résultat de la période	-	-	-	-	35	-	-	-	-	-	35	231	26
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période	-	-	-	-	35	5	-	287	(2)	(1)	324	752	1 076
Opérations sur capital	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	-	-	(3)	-	-	-	-	-	(2)	-	(2
Dividendes versés (3)	-	-	-	-	(363)	-	-	-	-	-	(363)	(71)	(434
Dividendes à verser aux porteurs de TSSDI	-	-	-	-	(16)	-	-	-	-	-	(16)	-	(16
Paiements en actions	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	2	8	10
Exercice de l'option d'achat portant sur 3,4% de GPA	-	-	-	-	(16)	-	-	(55)	-	-	(71)	(244)	(315
Autres Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	(5)	-	-	-	-	-	(5)	19	15
Au 30 juin 2014 ^(*)	173	4 091	-	1 350	2 571	(1)	(31)	(541)	(33)	19	7 599	8 214	15 812
En millions d'euros (avant affectation du résultat)	Capital	Réserves liées au capital (1)	litres auto-	TSSDI	Réserves et résultats consolidés	de flux de		Ecarts de	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres Part du Groupe (2)	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitau propre Totau
Au 1 ^{er} ianvier 2015	173	4 092	(2)	1 350	2 987	15	(31)	(858)	(31)	11	7 707	7 901	15 6

En millions d'euros (avant affectation du résultat)	Capital	Réserves liées au capital (1)	Titres auto- détenus	TSSDI	Réserves et résultats consolidés	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres Part du Groupe (2)	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 1 ^{er} janvier 2015	173	4 092	(2)	1 350	2 987	15	(31)	(858)	(31)	11	7 707	7 901	15 608
Autres éléments du résultat global au titre de la période	-	-	-	-	-	4	-	(251)	1	-	(247)	(399)	(645)
Résultat de la période	-	-	-	-	79	-	-	-	-	-	79	182	261
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période	-	-	-	-	79	4	-	(251)	1	-	(168)	(217)	(384)
Opérations sur capital	-	1	-	-	-		-	-		-	1	-	1
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	-	-	(3)	-	-	-	-	-	(3)	-	(3)
Dividendes versés (3)	-	-	-	-	(388)	-	-	-		-	(388)	(82)	(471)
Dividendes à verser aux porteurs de TSSDI	-	-	-	-	(8)	-	-	-		-	(8)	-	(8)
Paiements en actions	-	-	-	-	1	-	-	-		-	1	3	5
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales (4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	154	154
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (5)	•	-	-	-	(7)	-	-	(1)	-	-	(9)	(81)	(89)
Au 30 juin 2015	173	4 093	(1)	1 350	2 660	19	(31)	(1 110)	(30)	12	7 134	7 679	14 813

^(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 (note 1.3)

⁽¹⁾ Réserves liées au capital = primes d'émissions, prime d'apport, primes de fusions, réserves légales

⁽²⁾ Attribuable aux actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon

Voir note 10.3 pour les dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires et TSSDI. Les dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle au cours du 1^{er} semestre 2015 concernent les entités Exito et Big C Thaïlande à hauteur respectivement de 44 et 24 millions d'euros (au 30 juin 2014 : respectivement 41 et 20 millions d'euros)

⁽⁴⁾ Voir note 3.1.1

⁽⁵⁾ La variation négative de 81 millions d'euros correspond essentiellement à l'incidence de la promesse d'achat portant sur les titres Disco (note 3.1.1)

GROUPE CASINO ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES Période de six mois close au 30 juin 2015

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Casino, Guichard-Perrachon est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment A. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Casino ». Le siège social de la société est situé à Saint-Etienne 1, Esplanade de France – 42008 Saint-Etienne.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2015 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les coentreprises et les entreprises associées.

En date du 29 juillet 2015, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés résumés de Casino, Guichard-Perrachon pour le semestre se terminant le 30 juin 2015.

Note 1 Principes comptables généraux

1.1 Référentiel

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Casino sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2015.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante (http://ec.europa.eu/internal market/accounting/ias/index fr.htm).

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »). Ils ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2014 qui sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet www.groupe-casino.fr.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2015 sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2014 à l'exception des changements comptables liés aux nouveaux textes applicables à compter du 1^{er} janvier 2015. Ces nouveaux textes, présentés ci-dessous, n'ont pas d'incidence matérielle sur les états financiers consolidés annuels du Groupe ni sur les états financiers consolidés semestriels.

Le Groupe avait appliqué par anticipation l'interprétation IFRIC 21 – Droits ou taxes dans ses états financiers consolidés annuels clos le 31 décembre 2014. Les impacts sur les états financiers semestriels 2014 du Groupe sont présentés dans la note 1.3.

Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2015

L'Union européenne a adopté les textes suivants qui sont d'application obligatoire par le Groupe pour son exercice ouvert le 1^{er} janvier 2015 :

- Améliorations annuelles des normes IFRS cycle 2011-2013 : ces amendements de normes sont d'application prospective. Les normes concernées sont :
 - IFRS 3 Regroupements d'entreprises : Cet amendement vient préciser que :
 - La création de toutes formes de partenariats tels que défini par IFRS 11 Partenariats (c'està-dire coentreprises et opérations conjointes) est exclue du champ d'IFRS 3;
 - Cette exclusion s'applique uniquement aux états financiers des coentreprises ou opérations conjointes.
 - IFRS 13 Evaluation à la juste valeur :
 Cet amendement vient préciser que l'exception d'IFRS 13 qui permet de mesurer la juste valeur d'un ensemble d'actifs et passifs financiers sur une base nette s'applique à tous les contrats qui relèvent d'IAS 39 Instruments financiers comptabilisation et évaluation ou IFRS 9 Instruments financiers, qu'ils répondent ou non à la définition des actifs ou passifs financiers selon IAS 32
 - Instruments financiers Présentation.

IAS 40 – Immeubles de placement : Cet amendement vient préciser que :

- L'utilisation du jugement est nécessaire pour déterminer si l'acquisition d'un immeuble de placement consiste en l'acquisition d'un actif, d'un groupe d'actifs ou d'un regroupement d'entreprises entrant dans le champ d'application d'IFRS 3 Regroupements d'entreprises ;
- Ce jugement doit être basé sur les dispositions contenues dans IFRS 3 Regroupements d'entreprises.

Ces amendements n'ont pas eu d'incidence significative sur les résultats et la situation financière du Groupe.

1.2 Base de préparation et de présentation des comptes consolidés

1.2.1 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe. Les tableaux, présentés en millions d'euros, comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

1.2.2 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers consolidés clos le 31 décembre 2014.

Les principaux jugements et estimations de la période portent sur :

- la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue dans Disco et des intérêts ne donnant pas le contrôle (note 3.1.1);
- les dépréciations des actifs non courants et goodwill (note 8);
- les valeurs recouvrables des impôts différés actifs ;
- les provisions pour risques (note 11), notamment fiscaux et sociaux, ainsi que la valeur recouvrable des crédits d'impôt ou de taxes (TVA ou assimilés);
- la détermination des justes valeurs des instruments dérivés (note 9.4);
- la modification de la durée d'amortissement de certaines immobilisations corporelles (voir ci-dessous).

En application de la norme IAS 16, le Groupe a révisé la durée d'amortissement de certaines catégories d'immobilisations corporelles (dont le gros œuvre des constructions, les installations frigorifiques et les installations électriques). S'agissant d'un changement d'estimation, cette révision a été appliquée de façon prospective.

1.3 Retraitement de l'information comparative

Le tableau ci-dessous présente les incidences de l'application de l'interprétation IFRIC 21 (note 1.1) sur le compte de résultat consolidé du 30 juin 2014, par rapport à ce même état publié en juillet 2014.

Impacts sur les principaux agrégats du compte de résultat consolidé

en millions d'euros	30 juin 2014 publié	Première application d'IFRIC 21	30 juin 2014 retraité
Chiffre d'affaires	23 248	-	23 248
Résultat opérationnel courant	880	(63)	817
Résultat opérationnel	706	(63)	643
Résultat avant impôt	427	(63)	363
Charge d'impôt	(149)	22	(127)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	30	-	30
Résultat net de l'ensemble consolidé	307	(41)	266
Dont part du Groupe	75	(40)	35
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	232	(1)	231

Note 2 Faits marquants

2.1 Evolution du périmètre de consolidation

Les principales évolutions de périmètre réalisées au cours du 1^{er} semestre 2015 sont :

- Prise de contrôle exclusif de la filiale uruguayenne Disco (note 3.1.1);
- Prise de contrôle d'un ensemble de 29 magasins complémentaires Super Inter résultant de l'exercice de l'option d'achat par Exito (note 3.1.2) ;
- Prise de contrôle des sociétés Europrice et Leader Centre Gestion par Franprix Leader Price (note 3.1.3) ;
- Accord d'échange d'actifs entre Exito et Caja de Compensación Familiar CAFAM (Cafam) (note 3.1.4).

Par ailleurs, le Groupe a acquis la totalité des intérêts ne donnant pas le contrôle du sous-groupe Devoto (note 3.1.5).

Note 3 Périmètre de consolidation

.1 Opérations de périmètre du 1^{er} semestre 2015

3.1.1 Prise de contrôle de la société uruguayenne Disco

Exito exerçait un contrôle conjoint sur le sous-groupe Disco dans lequel il possédait une participation de 62,49%. Ce sous-groupe était en conséquence comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence jusqu'au 31 décembre 2014.

Consécutivement à la signature d'un accord contractuel lui octroyant plus de 75% des droits de vote et ainsi le contrôle exclusif sur les décisions stratégiques, Exito a pris le contrôle du sous-groupe Disco à compter du 1^{er} janvier 2015.

Le passage de la mise en équivalence à 62,49% (pourcentage de détention par Exito) à une intégration globale a entrainé, conformément à la norme IFRS 3, la constatation d'un produit de réévaluation de la quote-part antérieurement détenue pour un montant de 262 millions d'euros qui a été présenté en « Autres produits opérationnels » (voir note 6.3). L'évaluation de Disco a été réalisée par un expert indépendant sur la base d'une analyse multi-critère (discounting cash-flow et méthode des comparables).

Le bilan du sous-groupe Disco et le goodwill provisoire dégagé sont les suivants :

en millions d'euros	Au 1 ^{er} janvier 2015
Immobilisations corporelles	84
Immeubles de placement	3
Autres actifs non courants	6
Actifs d'impôts différés	9
Stocks	37
Créances clients	17
Autres actifs	25
Trésorerie et équivalent de trésorerie	49
Actifs	230
Autres dettes non courantes	4
Passifs d'impôts différés	1
Passifs financiers courants	1
Fournisseurs	72
Autres dettes courantes	32
Passifs	112
Actifs et passifs identifiables à 100%, nets (A) (1)	118
Juste valeur de la quote-part antérieurement détenue de 62,49% (B) (**)	367
Juste valeur des intérêts ne donnant pas le contrôle (méthode du goodwill complet) (C) (**)	154
Goodwill provisoire (B+C-A)	404

^(*) Les valeurs ci-dessus correspondent aux valeurs comptables ; la détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables par un expert indépendant est en cours

^(^^) La détermination de la juste valeur a été déterminée par un expert indépendant. Les intérêts ne donnant pas le contrôle ont été évalués à la juste valeur, cette juste valeur intégrant une décote d'absence de contrôle et de restriction attachée à la cession des titres

La contribution des activités du sous-groupe Disco au chiffre d'affaires et au résultat net de l'ensemble consolidé (hors produit de réévaluation de la quote-part antérieurement détenue) du groupe Casino pour la période allant du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015 est respectivement de 223 et 18 millions d'euros. Les frais liés à la prise de contrôle ne sont pas significatifs.

Par ailleurs, les actionnaires familiaux bénéficient d'une promesse d'achat consentie par le Groupe sur 29,8% du capital de la société Disco. Cette option peut être exercée jusqu'au 21 juin 2021. Son prix est fonction des résultats opérationnels consolidés de cette société avec un prix minimum de 41 millions de dollars US majoré d'un intérêt au taux de 5% par an. La valorisation de cette promesse d'achat s'élève à 85 millions d'euros au 30 juin 2015.

3.1.2 Exercice d'une option d'achat portant sur des magasins Super Inter

Le 15 avril 2015, Exito a exercé une option d'achat lui permettant d'acquérir 29 magasins Super Inter exploités par Exito depuis octobre 2014 ainsi que la marque Super Inter. Le prix d'acquisition s'élève à 343 920 millions de COP (124 millions d'euros) dont 250 000 millions de COP (90 millions d'euros) payés au 30 juin 2015.

A la date de prise de contrôle, la juste valeur attribuée aux actifs et passifs identifiables de ces magasins a été déterminée provisoirement par un expert indépendant et se résume ainsi :

en millions d'euros	Au 1 ^{er} avril 2015
Marque Super Inter	34
Immobilisations corporelles	7
Actifs	41
Actifs et passifs identifiables à 100%, nets (A)	41
Prix d'acquisition (B)	124
Goodwill provisoire (B-A)	83

Ce goodwill provisoire de 83 millions d'euros déductible fiscalement, est attribuable à l'accès à une nouvelle clientèle et aux économies d'échelle résultant de la combinaison des activités d'Exito et de Super Inter. Les frais liés à la prise de contrôle ne sont pas significatifs.

3.1.3 Prise de contrôle des sociétés Europrice et Leader Centre Gestion

Le 1^{er} juin 2015, Franprix – Leader Price a pris le contrôle des deux sous-groupes suivants :

- Sous-groupe Europrice pour lequel Franprix Leader Price détenait une promesse d'achat portant sur 99.99% du capital. Le montant décaissé pour cette acquisition s'élève à 18 millions d'euros et a généré un goodwill provisoire de 11 millions d'euros.
- Sous-groupe Leader Centre Gestion pour lequel Franprix Leader Price détenait une promesse d'achat portant sur 51% du capital. Le montant décaissé pour cette acquisition s'élève à 14 millions d'euros. Ce sous-groupe étant antérieurement mis en équivalence dans les comptes consolidés du groupe Casino, la réévaluation, conformément à IFRS 3, de la quote-part antérieurement détenue n'a généré aucun impact significatif. Cette acquisition a généré un goodwill provisoire de 18 millions d'euros.

La contribution des activités de ces deux sous-groupes au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt du groupe Casino pour la période allant du 1^{er} juin au 30 juin 2015 est respectivement de 7,9 et -0,5 millions d'euros. Si ces acquisitions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2015, la contribution additionnelle au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt aurait été respectivement de 47 et -1,7 millions d'euros.

Les frais liés à la prise de contrôle ne sont pas significatifs.

3.1.4 Accord d'échange d'actifs entre Exito et Cafam

Un accord avait été conclu en septembre 2010 entre Exito et « La Caja de Compensación Familiar – CAFAM », permettant d'une part à Exito d'exploiter des magasins détenus par Cafam et d'autre part permettant à Cafam d'exploiter des pharmacies détenues par Exito.

Le 23 février 2015, un accord a été conclu entre les parties qui prévoit :

- La prise de contrôle par Exito des magasins détenus jusqu'alors par Cafam et exploités par Exito depuis septembre 2010. Le montant décaissé pour cette acquisition s'élève à 44 millions d'euros et a généré un goodwill provisoire déductible fiscalement du même montant ;
- La vente à Cafam des pharmacies détenues par Exito et dont certaines étaient exploitées par Cafam depuis septembre 2010 pour un montant total de 27 millions d'euros comptabilisé en « Autres produits opérationnels »;
- La résiliation du contrat d'exploitation qui avait été signé en septembre 2010.

Les frais liés à la prise de contrôle ne sont pas significatifs.

Les clauses suspensives dont celle relative à l'approbation de l'Autorité de la concurrence ont été levées le 27 mai 2015.

3.1.5 Acquisition des intérêts ne donnant pas le contrôle de la société Lanin

Le 26 février 2015, suite à l'exercice de ses options de vente, le Groupe a acquis la totalité des intérêts ne donnant pas le contrôle de la société Lanin (soit 3,18%), holding détenant 100% de Devoto qui exploite des magasins en Uruguay.

Le montant décaissé pour cette acquisition s'élève à 17 millions d'euros (note 4.3) entrainant un impact sur les capitaux propres du Groupe de -2 millions d'euros.

3.2 Participations dans les entreprises associées et les coentreprises

Variation des participations dans les entreprises associées et les 3.2.1 coentreprises

en millions d'euros	Ouverture	Perte de valeur	Quote-part de résultat de la période	Distribution	Autres	Clôture
Entreprises associées						
Entreprises associées du groupe GPA (FIC & BINV)	95	-	36	(8)	-	122
Banque du Groupe Casino	83	-	(3)	-	-	80
Mercialys (1)	561	-	34	(44)	(94)	457
Autres	28	(1)	(5)	(8)	7	21
Coentreprises						
Disco	122	-	14	(7)	-	129
Autres	53	-	1	(1)	34	87
Exercice 2014	941	(1)	77	(68)	(52)	897
Entreprises associées						
Entreprises associées du groupe GPA (FIC & BINV)	122	-	19	-	(10)	132
Banque du Groupe Casino	80	-	(1)	-	-	80
Mercialys (2)	457	-	19	(33)	(16)	428
Autres	21	-	(1)	-	(7)	13
Coentreprises						
Disco (3)	129	-	-	-	(129)	-
Autres	87	-	1	(1)	4	92
1 ^{er} semestre 2015	897	-	37	(33)	(158)	743

⁽¹⁾ En 2014, la variation négative de 94 millions d'euros résultait de la neutralisation de la plus-value dégagée lors des cessions d'actifs immobiliers de Casino à Mercialys à la hauteur de la quote-part détenue dans cette entité

⁽²⁾ La variation négative de 16 millions d'euros résulte des opérations décrites en note 3.2.3 dont -38 millions d'euros au titre de l'élimination de la marge interne relative à la cession des cinq actifs immobiliers et 22 millions d'euros au titre du résultat de cession relatif à l'opération Hyperthetis Participations qui avait été antérieurement éliminé Voir note 3.1.1

3.2.2 Quote-part des passifs éventuels dans les entreprises associées et les coentreprises

Au 30 juin 2015 et au 31 décembre 2014, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises.

3.2.3 Transactions avec les parties liées (entreprises associées et coentreprises)

Dans le cadre de la convention de partenariat entre Casino et Mercialys et dans la continuité des opérations de cessions d'actifs qui avaient eu lieu en 2014, Casino a cédé sur le premier semestre à Mercialys 5 actifs immobiliers pour un montant total de 167 millions d'euros.

Mercialys a constitué la société Hyperthetis Participations regroupant 6 actifs immobiliers issus des opérations de cessions d'actifs effectuées par Casino à Mercialys en 2014. Cette société nouvellement créée est détenue à hauteur de 51% par Mercialys et 49% par un investisseur tiers. Cette opération a conduit à la reconnaissance en « autres revenus » d'une fraction complémentaire de 49% du résultat de cession qui avait été antérieurement éliminée à hauteur de 40%. D'autre part, la dilution du Groupe dans la société Hyperthetis Participations a été reconnue en quote-part de résultat des entreprises associées et des coentreprises.

Par ailleurs, le Groupe bénéficie d'une option d'achat à prix de marché, portant sur 100% des actifs de cette nouvelle entité exerçable à compter du 30 septembre 2020 jusqu'au 31 mars 2022 (note 3.3).

3.3 Engagements hors bilan liés au périmètre de consolidation

Au 30 juin 2015, le montant des promesses d'achats d'actions consenties par le Groupe s'élève à 37 millions d'euros et concernent le sous-groupe Franprix – Leader Price.

La baisse de 126 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2014 s'explique essentiellement par la prise de contrôle de la société Disco (note 3.1.1) et l'exercice des options de ventes sur les sociétés Leader Centre Gestion et Europrice (note 3.1.3).

Par ailleurs, le Groupe bénéficie d'une option d'achat à prix de marché, portant sur 100% des actifs de la société Hyperthetis Participations (note 3.2.3).

Note 4 Complément d'information lié au tableau de flux de trésorerie

4.1 Variation du BFR liée à l'activité

en millions d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014 retraité
Stocks de marchandises	(18)	(125)
Stocks de promotion immobilière	(49)	(21)
Fournisseurs	(1 345)	(994)
Créances clients et comptes rattachés	56	54
Créances liées aux activités de crédit	88	4
Financement des activités de crédit	(141)	(38)
Autres créances / dettes	(427)	(455)
Variation du BFR liée à l'activité	(1 836)	(1 575)

4.2 Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

en millions d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014
Montant payé pour les prises de contrôle	(195)	(69)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle	47	2
Montant reçu pour les pertes de contrôle	27	10
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle	-	(1)
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	(121)	(58)

Au 30 juin 2015, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résulte principalement des prises de contrôle de magasins de Super Inter à hauteur de -90 millions d'euros (note 3.1.2), des sociétés Europrice et Leader Centre Gestion par le sous-groupe Franprix – Leader Price à hauteur respectivement de -18 et -14 millions d'euros (note 3.1.3), de la trésorerie acquise de Disco à hauteur de 49 millions d'euros (note 3.1.1) ainsi que de l'échange d'actifs dans le cadre de l'accord avec Cafam à hauteur d'un montant net de -17 millions d'euros (note 3.1.4).

Au 30 juin 2014, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résultait principalement des prises de contrôle par le sous-groupe Franprix – Leader Price de 46 magasins Le Mutant à hauteur de -32 millions d'euros et de diverses autres sociétés à hauteur de -18 millions d'euros.

4.3 Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle

en millions d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014
Lanin / Devoto (note 3.1.5)	(17)	-
Exercice de l'option d'achat GPA (*)	-	(330)
Autres	(17)	(14)
Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle	(35)	(344)

⁽¹⁾ Le 4 avril 2014, le Groupe avait acquis 8 907 123 actions préférentielles de la société GPA après exercice d'une option d'achat souscrite en juillet 2012. Le montant décaissé pour cette acquisition s'était élevé à 330 millions d'euros

Note 5 Information sectorielle

5.1 Indicateurs clés par secteur opérationnel

L'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale (principal décideur opérationnel) pour évaluer les performances et allouer les ressources. Elle inclut notamment l'affectation des frais de holding à l'ensemble des Business Unit du Groupe.

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	Latam Electronics	Asie	E- commerce	Autres	30 juin 2015
Chiffre d'affaires externe	9 136	7 803	2 924	2 076	1 730	-	23 668
Résultat opérationnel courant	(54)	299	191	138	(55)	1	521

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	Latam Electronics	Asie	E- commerce	Autres	30 juin 2014
Chiffre d'affaires externe	9 248	7 305	3 477	1 692	1 526	-	23 248
Résultat opérationnel courant (*)	108	337	276	107	(10)	(1)	817

^(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 (note 1.3)

5.2 Indicateurs clés par zone géographique

en millions d'euros	France	Amérique latine	Asie	Autres secteurs	Total
Chiffre d'affaires externe au 30 juin 2015	9 885	11 693	2 089	1	23 668
Chiffre d'affaires externe au 30 juin 2014	9 927	11 627	1 694	-	23 248

en millions d'euros	France	Amérique latine	Asie	Autres secteurs	Total
Actifs non courants au 30 juin 2015 ⁽ⁱ⁾	12 203	12 177	2 401	47	26 827
Actifs non courants au 31 décembre 2014 (i)	12 245	12 231	2 264	55	26 794

⁽i) Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées et coentreprises ainsi que les charges constatées d'avance long terme

6.1 Saisonnalité de l'activité

Toutes activités confondues, la saisonnalité sur le compte de résultat est faible pour le chiffre d'affaires (le premier semestre 2014 avait représenté 48% du total de l'année 2014), mais est plus marquée pour le résultat opérationnel courant (premier semestre 2014 par rapport à l'année 2014 : 37%).

6.2 Nature de charges par fonction

en millions d'euros	Coûts logistiques ^(*)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2015
Frais de personnel	(319)	(1 952)	(472)	(2 743)
Autres charges	(583)	(2 285)	(255)	(3 124)
Dotations aux amortissements	(35)	(360)	(77)	(473)
Total	(938)	(4 597)	(805)	(6 340)

^(*) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

en millions d'euros	Coûts logistiques ^(*)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2014 retraité
Frais de personnel	(304)	(1 888)	(444)	(2 635)
Autres charges	(534)	(2 073)	(245)	(2 853)
Dotations aux amortissements	(30)	(352)	(91)	(473)
Total	(868)	(4 312)	(781)	(5 961)

Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

6.3 Autres produits et charges opérationnels

en millions d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014
Total des Autres Produits opérationnels	378	98
Total des Autres Charges opérationnelles	(304)	(273)
	74	(174)
Détail par nature		
Résultat de cession d'actifs non courants	23	(1)
Autres produits et charges opérationnels	52	(173)
Provisions et charges pour restructuration (i)	(138)	(72)
Pertes nettes de valeur des actifs (ii)	(12)	(11)
Provisions et charges pour litiges et risques (iii)	9	(36)
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre (iv)	215	(52)
Autres	(22)	(2)
Total autres produits et charges opérationnels nets	74	(174)

⁽i) Cette charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2015 concerne les secteurs France Retail et GPA pour respectivement -88 et -36 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2014, elle concernait les secteurs France Retail et GPA à hauteur respectivement de -42 et -16 millions d'euros

⁽ii) La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2015 porte principalement sur des actifs isolés des secteurs France Retail et E-commerce. La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2014 portait principalement sur les magasins Viavarejo en relation avec la décision de l'Autorité de la concurrence Brésilienne portant sur la cession obligatoire de certains magasins pour -5 millions d'euros et la participation dans Volta 10 pour -3 millions d'euros

⁽iii) Les provisions et charges pour litiges et risques concernent le Brésil à hauteur d'un produit de 11 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2014, les provisions et charges pour litiges concernant le Brésil s'élevaient à -20 millions d'euros

⁽iv) Le produit de 215 millions d'euros constaté au 1^{er} semestre 2015 résulte principalement de la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue de Disco lors de sa prise de contrôle pour 262 millions d'euros (note 3.1.1). Au 1^{er} semestre 2014, la charge de 52 millions d'euros résultait essentiellement des frais liés à des opérations de périmètre de GPA (-14 millions d'euros), aux frais liés à l'introduction en bourse de Cnova (-19 millions d'euros) et aux dépenses de prises de contrôle dans le sous-groupe Franprix – Leader Price (-6 millions d'euros)

Note 7 Impôts

Au titre du semestre clos le 30 juin 2015, le taux d'impôt effectif s'élève à 14,2% à comparer à -35,0% au 30 juin 2014. La variation résulte principalement du produit de réévaluation non taxable reconnu lors de la prise de contrôle de Disco. La preuve d'impôt se présente ainsi :

en millions d'euros	30 juin 2015		30 juin 2014 retraité	
Résultat avant impôt et mises en équivalence	193		363	
Charge d'impôt théorique	(66)	-34,43%	(125)	-34,43%
Réconciliation entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt réelle				
Effet de l'imposition des filiales étrangères	54	28,2%	34	9,2%
Résultat des réévaluations des intérêts antérieurement détenus dans le cadre d'opérations de prise ou perte de contrôle et cession de titres	64	33,3%	-	-
Reconnaissance de produits d'impôts sur les déficits fiscaux et les autres différences temporelles déductibles non antérieurement reconnus	7	3,7%	4	1,1%
Non reconnaissance d'impôts différés actifs sur les déficits reportables ou les autres différences temporelles déductibles	(26)	-13,5%	(15)	-4,3%
CVAE nette d'impôt	(20)	-10,3%	(19)	-5,2%
Non déductibilités des charges financières	(13)	-6,9%	(12)	-3,4%
Non-imposition du CICE (*)	16	8,2%	16	4,3%
Contribution additionnelle 3% distribution de dividendes	(11)	-5,5%	(11)	-2,9%
Fiscalisation du résultat neutralisé des cessions d'actifs immobiliers à Mercialys	(6)	-3,3%	(17)	-4,7%
Coupons TSSDI	21	11,0%	9	2,5%
Autres	7	3,8%	10	2,7%
Charge d'impôt réelle / Taux d'impôt effectif	27	14,2%	(127)	-35,0%

^(*) La 3ème loi de finances rectificative 2012 en France a instauré un Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), correspondant à un crédit d'impôt (remboursable au bout de 3 ans) de 6% assis sur les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC versées à compter du 1^{er} janvier 2014. Le Groupe a reconnu sur le 1^{er} semestre 2015 ce produit de CICE de 46 millions d'euros en réduction des charges de personnel (46 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2014).

Les déficits fiscaux reportables activés sont localisés principalement au niveau de GPA et de l'intégration fiscale Casino, Guichard-Perrachon; les perspectives futures bénéficiaires de ces sociétés ainsi que des opportunités de gestion fiscale justifient l'activation de l'impôt différé relatif à ces reports déficitaires.

Note 8 Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles, et immeubles de placement

Au cours du premier semestre 2015, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 696 millions d'euros contre 654 millions d'euros lors de la même période en 2014.

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2015 des indices de perte de valeur, tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés 2014, relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. S'agissant des goodwill, les tests effectués sur les UGT goodwill présentant des indices de perte de valeur ont porté sur Franprix Leader Price, Distribution Casino France, Casino Restauration et sur Vindémia et n'ont pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2015.

Concernant Franprix Leader Price, la valeur d'utilité a été mise-à-jour pour déterminer la valeur recouvrable de cette filiale. Les projections ont été révisées pour principalement refléter le décalage dans le temps des effets liés au repositionnement tarifaire réalisé sur l'enseigne Leader Price depuis 2013, les autres hypothèses clés étant restées identiques à celles décrites dans l'annexe aux comptes consolidés 2014. Sur la base de la mise-à-jour de cette analyse, aucune perte de valeur n'a été reconnue. La Direction estime qu'une modification d'une hypothèse clé pourrait conduire à une valeur comptable supérieure à la valeur recouvrable. Aussi, le tableau ci-dessous présente le montant de la variation individuelle des hypothèses clés qui serait nécessaire pour que la valeur recouvrable estimée de l'unité génératrice de trésorerie FPLP soit égale à sa valeur comptable (dont 2 539 millions d'euros de goodwill).

Variation requise pour que la valeur comptable de FPLP soit égale à sa valeur recouvrable	30 juin 2015 ⁽¹⁾	31 Décembre 2014
Taux d'actualisation (5,5%)	+50 pb	+90 pb
Taux de croissance à l'infini (0,0%)	-70 pb	-90 pb
Taux de marge d'EBITDA du flux annuel normatif	-65 pb	- 90 pb

⁽¹⁾ Avec une variation raisonnable d'une augmentation de 50 points du taux d'actualisation ou/et d'une baisse de 50 points du taux de marge d'EBITDA du flux annuel normatif, la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie FPLP excèderait sa valeur recouvrable entre 0 et 300 millions d'euros.

Note 9 Structure financière et coûts financiers

9.1 Trésorerie nette

L'agrégat « trésorerie nette » se décompose de la manière suivante :

en millions d'euros	30 juin 2015	31 décembre 2014
Equivalents de trésorerie	2 506	4 225
Trésorerie	1 671	3 134
Trésorerie brute	4 176	7 359
Concours bancaires courants	(125)	(162)
Trésorerie nette	4 051	7 197

DECOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS

Le Groupe effectue des cessions de créances sans recours et sans implication continue au sens d'IFRS 7.

9.2 Emprunts et dettes financières

9.2.1 Composition

	30 juin 2015			31 décembre 2014		
en millions d'euros	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires	7 415	977	8 392	7 962	1 595	9 557
Autres emprunts et dettes financières	1 374	3 274	4 648	1 135	2 875	4 010
Location financement	85	17	102	87	18	105
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle	37	10	47	38	24	62
Dérivés passifs de couverture de juste valeur	10	4	14	2	12	14
Emprunts et dettes financières	8 921	4 281	13 202	9 223	4 525	13 748
Dérivés actifs de couverture de juste valeur	(334)	(118)	(451)	(430)	(136)	(567)
Autres actifs financiers		(63)	(63)	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie		(4 176)	(4 176)	-	(7 359)	(7 359)
Trésorerie active et autres actifs financiers	(334)	(4 357)	(4 690)	(430)	(7 495)	(7 926)
DETTE FINANCIERE NETTE	8 588	(76)	8 512	8 793	(2 971)	5 822

9.2.2 Variation des dettes financières

en millions d'euros	30 juin 2015	31 décembre 2014
Emprunts et dettes financières à l'ouverture	13 748	11 093
Dérivés actifs de couverture de juste valeur	(567)	(291)
Dettes financières à l'ouverture (y compris instruments de couverture)	13 181	10 802
Nouveaux emprunts (i)	1 636	3 675
Remboursements (principal et intérêt) (ii)	(1 942)	(1 410)
Variation juste valeur des emprunts couverts	(15)	11
Ecarts de conversion	(101)	101
Variation de périmètre	7	16
Variation des dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle	(15)	(13)
Dettes financières à la clôture (y compris instruments de couverture)	12 751	13 181
Emprunts et dettes financières à la clôture	13 202	13 748
Dérivés actifs de couverture de juste valeur	(451)	(567)

⁽i) Les nouveaux emprunts sur le 1^{er} semestre 2015 comprennent principalement les opérations décrites ci-après: (a) la variation nette de billets de trésorerie court terme pour 589 millions d'euros, (b) le tirage de la ligne de crédit syndiquée à hauteur de 500 millions d'euros et d'autres lignes pour un montant total de 125 millions d'euros et (c) la souscription de nouveaux emprunts sur les filiales brésiliennes pour un montant de 412 millions d'euros

les filiales brésiliennes pour un montant total de 125 millions d'euros et (c) la souscription de nouveaux emprunts sur les filiales brésiliennes pour un montant de 412 millions d'euros

(ii) Les remboursements d'emprunts sur le 1^{er} semestre 2015 sont liés principalement à Casino, Guichard–Perrachon et GPA pour respectivement 737 et 644 millions d'euros ainsi qu'au remboursement de la dette Alaméa pour 300 millions d'euros

9.3 Résultat financier

9.3.1 Coût de l'endettement financier net

en millions d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014
Résultat de cession des équivalents de trésorerie	-	-
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	103	92
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	103	92
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture (*)	(353)	(398)
Charges financières de location financement	(4)	(5)
Coût de l'endettement financier brut	(357)	(403)
Total du coût de l'endettement financier net	(255)	(311)

^(*) Au cours du 1^{er} semestre 2015, un avenant portant sur les obligations remboursables en actions de préférence Monoprix a révisé à la baisse le taux d'intérêt (Euribor 6 mois + 4,1%); un produit de 11 millions d'euros a été enregistré.

9.3.2 Autres produits et charges financiers

en millions d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014
Produits financiers de participation	-	-
Gains de change (hors opérations de financement)	34	14
Produits d'actualisation et de désactualisation	1	1
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture (*)	3	30
Autres produits financiers	78	48
Produits financiers	115	93
Pertes de change (hors opérations de financement)	(36)	(9)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(8)	(9)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture (*)	(173)	-
Variation négative de juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur	-	-
Autres charges financières	(46)	(44)
Charges financières	(263)	(62)
Total autres produits et charges financiers	(148)	32

^(*) Au 30 juin 2015, la charge nette de 170 millions d'euros reflète principalement la variation de valeur des TRS BIG C Thaïlande (-17 millions d'euros) et GPA (-74 millions d'euros) ainsi que du forward GPA (-80 millions d'euros). Au 30 juin 2014, le produit de 30 millions d'euros reflétait principalement la variation de valeur des TRS BIG C Thaïlande (10 millions d'euros) et GPA (9 millions d'euros) ainsi que du forward GPA (9 millions d'euros). Au cours du 1^{er} semestre 2014, les maturités des TRS GPA et BIG C avaient été portées respectivement à juillet 2017 et juillet 2016

9.4 Juste valeur des instruments financiers

Au regard de la juste valeur des actifs et passifs financiers, aucun élément significatif n'est à signaler au cours du 1^{er} semestre 2015 à l'exception de la variation de juste valeur des TRS et forwards indiquée en note 9.3.2.

Note 10 Capitaux propres

10.1 Eléments sur capital social

Au 30 juin 2015, le capital social s'élève à 173 192 319 euros contre 173 157 998 euros au 31 décembre 2014. Le capital social est composé de 113 197 594 actions ordinaires émises et entièrement libérées au 30 juin 2015 (113 175 162 actions ordinaires au 31 décembre 2014). La variation s'explique principalement par l'émission de 22 393 actions suite à des levées d'options.

10.2 Détail des intérêts ne donnant pas le contrôle

en millions d'euros	GPA	Cnova	Exito	Big C Thaïlande	Autres (iv)	Total
1 ^{er} janvier 2015	5 607	68	1 310	459	458	7 901
% de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle (i)	58,7%	41,9%	45,2%	41,4%		
% des droits de votes des intérêts ne donnant pas le contrôle (i)	0,06%	3,4%	45,2%	41,4%		
Pays	Brésil	Pays-Bas	Colombie	Thaïlande		
Résultat net	107	(35)	68	39	3	182
Autres éléments du résultat global (ii)	(408)	(6)	(14)	27	2	(399)
Sous-total Sous	(301)	(41)	54	66	5	(217)
Dividendes versés / à verser	(7)	-	(48)	(24)	(3)	(82)
Autres mouvements (iii)	8	(0)	70	(2)	1	77
30 juin 2015	5 307	27	1 386	499	461	7 679
% de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle (i)	58,7%	41,9%	45,2%	41,4%		
% des droits de votes des intérêts ne donnant pas le contrôle (i)	0,06%	3,4%	45,2%	41,4%		

Les pourcentages des intérêts ne donnant pas le contrôle mentionnés dans ce tableau ne comprennent pas les propres intérêts ne donnant pas le contrôle des sous-groupes

10.3 Distributions de dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires du 12 mai 2015, a décidé la mise en distribution, au titre de l'exercice 2014, d'un dividende d'un montant de 3,12 euros par action ordinaire payé en numéraire. Le montant comptabilisé en moins des capitaux propres s'élève à 352 millions d'euros (353 millions d'euros au 30 juin 2014 au titre de l'exercice 2013).

Les dividendes versés aux porteurs de TSSDI se sont élevés à 42 millions d'euros sur la période (30 juin 2014 : 19 millions d'euros). Le montant comptabilisé au 30 juin 2015 en moins des capitaux propres s'élève à 45 millions d'euros (30 juin 2014 : 26 millions d'euros).

 ⁽ii) Les autres éléments du résultat global reflètent essentiellement la variation de la réserve de conversion sur la période (principalement la dépréciation de la monnaie brésilienne envers l'euro)

⁽iii) Les autres mouvements relatifs à Exito résultent essentiellement de la prise de contrôle de Disco (note 3.1.1)

 ⁽iv) Dont 420 millions d'euros correspondant au montant des obligations remboursables en actions de préférence de Monoprix au profit de CACIB

11.1 Décomposition et variations

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2015	Dotations 1 ^{er} semestre 2015	Reprises utilisées 1 ^{er} semestre 2015	Reprises non utilisées 1 ^{er} semestre 2015	Variation de périmètre	Variation de change	Autres	30 juin 2015
Retraite	249	8	(5)	(10)	-	1	2	244
Médaille du travail	32	-	-	-	-	-	-	32
Prime pour services rendus	12	-	-	-	1	-	-	12
Litiges divers	48	10	(4)	(6)	-	-	1	48
Divers risques et charges	817	110	(43)	(92)	(13)	(48)	(1)	730
Restructurations	23	7	(5)	(3)	-	-	-	22
Total provisions	1 180	135	(57)	(112)	(12)	(47)	2	1 088
dont non courant	1 011	13	(6)	(18)	-	(47)	(25)	927
dont courant	169	122	(51)	(94)	(12)	-	27	161

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires...), fiscale ou économique (contrefaçons...).

De manière plus spécifique, les divers risques et charges s'élèvent à 730 millions d'euros et comprennent principalement les provisions relatives à GPA (voir tableau ci-dessous).

en millions d'euros	Litiges PIS / Cofins / CPMF (*)	Autres litiges fiscaux	Litiges salariaux	Litiges civils et autres	Total
30 juin 2015	52	337	160	71	621
31 décembre 2014	59	389	162	72	682

^(*) TVA et taxes assimilées

11.2 Passifs éventuels

Les passifs éventuels portent essentiellement sur le groupe GPA ; ces derniers se résument comme suit :

en millions d'euros	30 juin 2015	31 décembre 2014
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	114	99
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	489	425
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	434	286
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	106	102
ICMS (TVA)	1 419	1 334
Litiges civils	160	157
Total	2 721	2 402

GPA a recours à des sociétés de conseils dans le cadre de ses litiges fiscaux, dont les honoraires dépendent de la résolution des litiges en faveur de GPA. Au 30 juin 2015, le montant estimé s'élève à 26 millions d'euros (20 millions d'euros au 31 décembre 2014).

Note 12 Parties liées

La société Casino, Guichard-Perrachon est contrôlée par la société Rallye, elle-même détenue par Foncière Euris. Au 30 juin 2015, le groupe Rallye détient 48,37% du capital de Casino, Guichard-Perrachon et 60.47% des droits de vote.

Le groupe Casino bénéficie du conseil de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle une convention de conseil et d'assistance en matière stratégique a été conclue en 2003.

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2014 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

La principale opération du semestre entre l'ensemble des sociétés consolidées du groupe Casino et le groupe Rallye a été le versement du dividende au titre de l'exercice 2014 pour un montant de 171 millions d'euros.

Par ailleurs, dans le cadre de l'opération de promotion immobilière réalisée en 2014 avec une filiale de Foncière Euris, le Groupe a reconnu un complément de résultat de 10 millions d'euros sur le semestre.

Les transactions avec les parties liées entreprises associées et coentreprises sont mentionnées dans la note 3.2.3.

Note 13 Evènements postérieurs à la clôture

Le 30 juillet 2015, Casino a annoncé une nouvelle organisation de ses activités en Amérique Latine à travers l'acquisition par Exito de 50% des actions avec droit de vote détenues par le Groupe dans GPA (soit environ 18,8% du capital) et de 100% des actions de Libertad en Argentine pour un montant total de 1,7 milliard d'euros. Le groupe Casino, qui détient 54,8% du capital d'Exito, continuera de consolider par intégration globale ses filiales Exito, GPA et Libertad. Exito financera l'opération par l'utilisation d'une partie de sa trésorerie excédentaire et d'un endettement complémentaire. La conclusion de l'opération est attendue pour la fin août 2015. Elle est conditionnée par l'approbation de l'Assemblée générale d'Éxito, qui se tiendra le 18 août 2015.

CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Société Anonyme

1 Esplanade de France 42000 SAINT-ETIENNE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2015

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Tour Oxygène 10/12 boulevard Marius Vivier Merle 69393 LYON CEDEX 03

DELOITTE & ASSOCIES 185 avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Société Anonyme

1 Esplanade de France 42000 SAINT-ETIENNE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CASINO, GUICHARD-PERRACHON, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.3 de l'annexe relative au retraitement des comptes comparatifs au 30 juin 2014 lié à l'application de l'interprétation IFRIC 21.

II. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon et Neuilly-sur-Seine, le 30 juillet 2015 Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES

DELOITTE & ASSOCIES

Sylvain LAURIA

Antoine de RIEDMATTEN

Gérard BADIN